

24 et 25 Avril 2008

**Discours de Bernard MARTIN**  
Président de la FNO  
A l'Assemblée Générale de la FNO, Rouen

Monsieur le Ministre  
Mesdames et Messieurs les élus  
Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents  
Cher(e)s collègues

Nous venons de vivre une année importante et cela à deux niveaux :

Au niveau politique, avec un nouveau Président de la République et de fait un nouveau Ministre de l'agriculture en la personne de Michel Barnier, qui nous nous en souvenons était le Commissaire européen bien connu des paysans.

Au niveau professionnel, avec une grande activité syndicale pour les adhérents de la FNO : poursuite des états généraux, action à l'Assemblée Nationale, travail sur le revenu, sur les prix, sur l'organisation de l'offre, sur la génétique, la formation, les olympiades des jeunes bergers, bref, les éleveurs et leurs responsables se sont mobilisés tout au long de l'année et je vous en remercie.

Professionnel également, au niveau de la CNE avec l'appui aux éleveurs de la zone FCO en ce qui concerne la génétique, le renouvellement des reproducteurs, la construction des nouveaux pôles génétiques.

Professionnel enfin, au niveau de la FNSEA et des JA avec le débat de la révision à mi-parcours de la PAC, au cours duquel les éleveurs ovins ont pu compter sur leur appui, mais aussi les débats sur l'organisation économique des producteurs et de leurs filières ainsi que des interprofessions.

Dans cette actualité plusieurs dossiers dont certains sont récurrents :

Les prédateurs

Michèle Delesvaux nous en a parlé tout à l'heure mais je voudrais ré-insister sur l'importance de cette question de prédateurs, loup, ours, lynx et autres, qui pèse énormément sur le moral des éleveurs confrontés chaque jour à ces problèmes. Le loup avance et le mal-être des producteurs aussi. Nous comptons sur les rencontres Animal et Société, lancées à l'initiative du Président de la république, pour poser ce débat sur la table et montrer que l'extension des prédateurs est un véritable problème économique et sociétal.

La FCO

Frédéric Noizet nous en a parlé tout à l'heure : la crise de la FCO a donné un nouveau coup de massue aux éleveurs. En quelques mois, plus de 18 000 foyers ont été déclarés atteints sur toute la France dont 1/3 d'élevages ovins qui pour certains ont été durement touchés et pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive. Nous avons pu constater au travers de la réunion du comité de suivi de la semaine dernière, les difficultés de la mise en œuvre des actions annoncées, surtout concernant la vaccination. Nous espérons une communication plus claire mais surtout une lecture plus claire concernant les couts que devront supporter les éleveurs.

L'augmentation des charges

Nous devons rappeler, car la plupart de nos interlocuteurs sont étonnées lorsque l'on évoque les coûts alimentaires, que l'élevage ovin bien que conduit de manière traditionnelle, pour être performant utilise de l'alimentation complémentaire à l'herbe à base de céréales : 80 à 100 kg par animal. La hausse des prix des céréales a donc fait grimper le coût des aliments achetés de près

de 14% supplémentaires. Le détail des indices de consommations courantes montre également que les engrais et amendements ont aussi fortement progressé. A cela, rajoutons la flambée du prix du pétrole, et l'on obtient un coût de production qui grimpe en flèche.

Monsieur le Ministre, après votre nomination et lors de notre première rencontre, je peux en témoigner, vous avez immédiatement compris la situation de l'élevage ovin et vous avez demandé à vos services de travailler immédiatement avec la FNO sur l'urgent et ensuite sur le moyen terme.

Monsieur le Ministre vous avez dès le 30 août annoncé un plan de soutien à la filière ovine :

- Des mesures structurelles :
  - . renforcement de l'offre et de la qualité,
  - . limitation des effets de distorsion de concurrence concernant la réglementation sanitaire et des modalités d'étiquetage,
  - . prise en compte du secteur ovin dans l'enseignement,
  - . programme de recherche dans le secteur ovin,
  - . une réflexion au niveau communautaire sur l'avenir du secteur ovin.
- Des mesures conjoncturelles :
  - . avance paiement 1/2 PBC au 16 octobre 2007
  - . report MSA
  - . aide FAC de 3 M€
  - . aides de minimis de 12 M€

Monsieur le Ministre concernant les mesures conjoncturelles je ne parlerai que de ce qui doit être réglé dans les plus brefs délais et qui n'est pas très glorieux malgré votre volonté de voir traiter ces dossiers dans l'efficacité et la rapidité surtout sur la gestion du FAC du fait de la complexité des circuits administratifs et du paiement par le CNASEA.

Quant aux aides de minimis, le ciblage des aides a été mal fait, du fait de la précipitation. Résultat, on dénombre beaucoup de mécontents et de laisser pour compte alors que les sommes prévues au départ n'ont pas toutes été utilisées. Les éleveurs sont là aussi en attente.

Monsieur le Ministre nous sommes en droit par rapport à vos annonces et aux attentes des éleveurs d'un peu plus d'efficacité de vos administrations en général.

Pour les mesures structurelles, la FNO en collaboration avec vos administrations DGER, DGCCRF, DGPEI, OFFICE DE L'ELEVAGE, a sérieusement avancé.

L'objectif, à travers ces mesures structurelles qui doivent s'inscrire dans le long terme, est bien de redonner un second souffle à la production ovine et de bâtir les fondations de l'élevage ovin de demain. Une juste rémunération pour nous, éleveurs entrepreneurs, grâce aux 3 piliers que sont : le PRIX et à une meilleure valorisation de notre produit,

la TECHNIQUE en y associant la recherche et la formation  
un SOUTIEN équitable qui est sans équivoque le préalable à toutes perspectives futures.

Le PRIX, tout d'abord. Un travail de terrain que nous avons mis en œuvre pour que les acteurs : syndicalisme, organisation de producteurs, commerce, distribution essaient de préserver un objectif : le prix de l'agneau français. Cela doit passer par une meilleure organisation avec de plus forts engagements dans le respect du rôle de chacun et dans sa liberté d'entreprendre. Mais il est clair que la production ne pourra pas tolérer le comportement de quelques entreprises dont le but n'est que de prendre des parts de marché en baissant des prix et en trompant le consommateur grâce à une réglementation trop laxiste sur l'étiquetage. La grande distribution avec qui, dans pas mal de cas nous menons des actions de mise en valeur de notre production, n'hésite pas à casser les prix avec des offres en néo-zélandais qui détruisent l'image de la viande d'agneau. Devant ces comportements insupportables qui concourent à affamer aussi bien les éleveurs français mais aussi nos collègues de Nouvelle Zélande, d'Irlandais ou de Grande Bretagne, nous ne devons pas rester sans réponse.

Dans le même temps, l'Interprofession ovine a construit une opération de communication européenne avec la marque AGNOPRESTO pour redynamiser la consommation d'agneau en lui donnant une image moderne et plus quotidienne. Car le challenge est là, relancer la consommation de viande d'agneau reléguée, la plupart du temps, en fond de rayon et consommée uniquement à l'occasion de repas de famille de plus en plus rares. Il est impératif de faire évoluer cette image, certes de produit de qualité qu'il faut conserver mais la faire évoluer vers une consommation quotidienne et pratique. Les anglais et irlandais nous ont montré la voie à travers l'élaboration de nouveaux produits qui a permis de relancer la consommation sur leur territoire. Cette démarche AGNOPRESTO doit suivre ce chemin et permettre de valoriser notre agneau : « un agneau cuisiné rapidement et facilement ».

POUR la TECHNIQUE, les affaires sont bien engagées sur la formation avec la DGER et les lycées d'enseignement agricole, et la recherche avec l'INRA. Comme nous l'a expliqué Serge Préveraud, un programme de RMT (Réseau Mixte de Technologie) est en cours de construction pour permettre de structurer les relations de partenariats entre la profession et tous ces acteurs dans le but de développer d'avantage la technicité dans nos élevages, technicité indispensable pour être là demain. Concernant les Olympiades des jeunes bergers, le succès est total et depuis cette année, cette opération va devenir européenne parrainée par la Commissaire Madame FISCHER BOEL..

Quelques mots également sur la bergerie nationale. Il est urgent, grâce à l'appui du nouveau directeur et du commissaire de gouvernement et en relation avec Monsieur le Maire de Rambouillet, qu'une reprise en main sérieuse soit faite sinon il nous faudra conjuguer la bergerie nationale au passé simple.

Pour l'organisation génétique, un projet prend forme et nous concevons que cela perturbe non seulement les habitudes mais aussi les règles de l'administration. La génétique doit avoir une finalité de filière.

Mais revenons à nos moutons et n'oublions pas le 3<sup>ème</sup> pilier des fondations de l'élevage ovin, ce préalable vital dont je vous parlais tout à l'heure et qui a fait l'objet d'un débat intéressant dans le cadre de notre table ronde : un SOUTIEN équitable.

A la demande de la FNO et grâce à l'action menée par notre collègue Emmanuel COSTE un rapport d'initiative parlementaire a été lancé au niveau européen, et celui-ci est présidé par un ancien Ministre Irlandais. Dans le même temps un travail important a été mené par l'équipe FNO avec toutes les compétences des diverses organisations : INRA, GEB/INSTITUT DE L'ELEVAGE, FNSEA, APCA, DGPEI évidemment mais aussi au sein du COPA et des personnes concernées

de la COMMISSION EUROPEENNE et nous les en remercions. Mr le Ministre vous avez reçu ce rapporteur lors du salon de l'Agriculture à PARIS qui vous à remis les résultats de son travail

Dans le même temps, je l'ai rappelé tout à l'heure, toutes les organisations professionnelles ont annoncé leur soutien à la priorité de l'élevage ovin en matière de rattrapage de revenu et de rééquilibrage.

Je voudrais à cette occasion remercier particulièrement tous les collègues syndicalistes : FNSEA, JA, FNB, FNPL, FNEC, mais aussi les autres familles de l'Inteprofession : Coop de France, UECEBV, Artisans bouchers qui ont déclaré que les éleveurs ovins étaient prioritaires dans tout aménagement à apporter aux soutiens pour permettre un rééquilibrage avec les autres productions et ainsi sauver l'élevage ovin français.

Monsieur le Ministre les moutonniers ont été attentifs à toutes vos déclarations et ont effectivement constaté qu'à chacune d'entre elles, vous évoquiez comme étant prioritaire le secteur ovin, et ils vous en savent grès.

Mais le combat n'est pas gagné et il est primordial de rester mobilisé.

Monsieur le Ministre, c'est l'année du quitte ou double, c'est l'année où vous avez la main pour sauver l'élevage français mais aussi européen car vous allez présider aux destinées de la politique européenne.

Quant à nous, nous osons le dire, nous sommes épuisés, pour la plupart très endettés voire ruinés, mais Monsieur le Ministre pas résignés !

Alors et demain ? Le combat continue !

Et pour gagner ce combat, Monsieur le Ministre, il nous faut régler l'année 2008 car les éleveurs n'attendent pas 2009 dans l'hypothèse où vous allez réussir. Il faut donc mettre un budget et surtout les mesures permettant aux éleveurs de passer le cap :

1. Tirons les enseignements de 2007. Les critères d'éligibilité pour ces aides ont été trop discriminants et ont laissé sur le bord de la route trop d'éleveurs. Des aides directes élargies à tous les éleveurs ovins doivent être mises en place pour 2008 de façon à optimiser le plafond européen des minimis de 7500€. Les seuils d'accessibilité aux aides doivent être abaissés de façon à toucher un maximum d'éleveurs qui aujourd'hui doivent faire vivre leur famille avec leurs brebis.

2. Un véritable soutien à la trésorerie doit permettre de soulager les éleveurs ayant investi. Une « année blanche » pour les annuités d'emprunts avec décalage d'un an de remboursement et une prise en charge des frais financiers est indispensable. Nos partenaires financiers ont été rencontrés et sont prêts à en discuter. Une nouvelle aide FAC élargie à tous les éleveurs doit également être mise en place pour alléger le remboursement des intérêts.

3. Le versement de la prime à la brebis pour 2008 doit être avancé en bousculant les critères européens.

4. L'indemnisation des frais de vaccination contre la FCO doit être plus significative. Les éleveurs ovins ne pourront assurer à leur compte une prise en charge de la vaccination si le coût de celle-ci se révèle trop important. Les indemnisations de mortalité FCO doivent être ré-évaluées et versées dans les plus brefs délais.

5. Pour nous éleveurs nous devons grâce à la recherche et à l'accompagnement technique être performants.

6. Nous l'avons rappelé tout à l'heure les agriculteurs en général et nous plus particulièrement devons nous impliquer dans l'organisation de nos filières et la valorisation de l'agneau.

7. Je vous rappelle que ce n'est pas le moment de baisser dans nos performances car toutes les études le démontrent, les éleveurs sont en général performants dans la conduite de leurs élevages et que le principal problème était le ré-équilibre des compensations.

Chers amis éleveurs si nous sommes là encore cette année difficile, c'est parce que nous croyons en l'avenir. Je sais que la partie est difficile et qu'il est beaucoup plus facile de revendiquer, de faire de la démagogie, oui nous avons toutes les raisons pour cela, des éleveurs qui arrêtent ruinés, des éleveurs qui continuent mais par obligation car quoi faire d'autre.

Mes amis est-il décent de laisser une production avec pour un plein temps même pas un demi-SMIC. A l'heure où toute la société demande des rattrapages de salaire, ou certains demandent et obtiennent des mesures de défiscalisation, et nous éleveurs de moutons, devrions être les esclaves avec nos familles pour maintenir un territoire en vie, en supportant les prédateurs, toutes les contraintes de la société et en particulier celles exigées par ceux là même qui n'ont d'autre chose à faire que d'inventer une nouvelle société où ils seraient bien entendu toujours servis mais dans laquelle ils auraient leurs acquis sauvegardés.

Mes amis cette partie nous allons la gagner, comme d'autres par le passé parce qu'on a su ce que nous voulions et que nous avons su trouver les bons témoins.

Nous avons aujourd'hui un Ministre de l'Agriculture et un Premier Ministre acquis à notre cause, et décidés à se battre j'ai pu le vérifier. Je vais vous demander, dans nos rôles et fonctions différents, même si le moral n'y est pas, de soutenir une action gouvernementale que nous avons réclamée, appuyée par les parlementaires que nous avons sollicités et par toutes les actions que nous jugerons utiles.

Monsieur le Ministre, chers amis éleveurs, chers collaborateurs, mesdames et messieurs de l'administration, chers amis, j'avais dit l'an passé que je souhaitais passer la main de la présidence de la FNO, il était important que les générations d'après s'impliquent. Je l'avais déjà fait à COOP de France B et V. Ce simple message que je souhaite vous laisser au moment de transmettre le mandat que m'avait laissé Claude METAYER mais auquel j'associe un de nos anciens aujourd'hui disparu Charles MONGE, c'est CROIRE et OSER.

CROIRE c'est partager avec d'autres pour une cause commune et pas pour soi mais aussi croire aux autres.

OSER c'est tout simplement faire reconnaître ce que l'on est et se faire respecter.

Je peux vous témoigner du plaisir que j'ai eu à côtoyer toutes ces femmes et ces hommes convaincus d'un même idéal.

Merci